



Section Belgique-Cuba



17 octobre 2016

Rencontre avec Ana María Mary Machado, Vice-Présidente de l'Assemblée nationale du Pouvoir Populaire (ANPP) de la République de Cuba



Visiteurs:

- Mme Ana María Mary Machado, Vice-Présidente de l'Assemblée nationale du Pouvoir Populaire (ANPP) de la République de Cuba
- Mme Norma Goicochea Estenoz, Ambassadeur de la République de Cuba auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et Chef de Mission auprès de l'Union Européenne
- Mme María Yolanda Ferrer Gómez, parlementaire, Présidente de la Commission des Relations internationales de l'ANPP
- M. Lázaro Barredo Medina, membre du Parlement et de la Commission des Relations internationales
- M. Jesús Rafael Mora González, fonctionnaire de la Commission des Relations internationales
- M. Osmany Pedro Caballero Ramírez, interprète.

Présents:

- M. Alain Destexhe, membre de la section bilatérale, sénateur
- Mme Hatice Vicil, secrétaire de la section bilatérale

La délégation présidée par Mme Ana María Mary Machado, Vice-Présidente de l'Assemblée nationale du Pouvoir Populaire de la République de Cuba, a été invitée par le Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen. La délégation effectue une visite de travail à Bruxelles du 16 au 18 octobre 2016. Dans le cadre du volet consacré aux rencontres bilatérales, une rencontre est prévue, outre le lunch avec le groupe d'amitié belge, avec M. Siegfried Bracke, Président de la Chambre des représentants ainsi qu'avec M. Dirk Van der Maelen, le Président de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre des représentants.

Cuba a toujours entretenu de très bonnes relations avec notre pays : la Belgique est le seul pays européen à n'avoir jamais rompu ses relations diplomatiques et de coopération avec Cuba tout au long de ces 60 dernières années. Il est à noter que le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a effectué une mission de 3 jours à Cuba au mois de juin dernier.

La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a demandé officiellement en septembre aux Etats membres de l'EU d'approuver l'accord de dialogue politique et de coopération conclu avec la Havane en mars dernier. Cuba était jusqu'alors le seul pays latino-américain à ne pas avoir signé d'accord de coopération avec l'UE. Les Etats membres doivent désormais se réunir sur ce sujet et l'adoption finale des propositions soumises par la Commission devrait intervenir dans les prochains mois.

La levée de l'embargo américain et les clauses d'extraterritorialité qui frappent les entreprises étrangères qui travaillent avec Cuba, sont évoquées. Pour Cuba, on ne peut pas encore parler de normalisation mais d'un rétablissement des relations avec les Etats-Unis. Beaucoup d'espoir avait été suscité par la visite historique du Président Barack Obama à Cuba en mars 2016. L'embargo imposé depuis 1962 entrave toujours l'investissement étranger et les échanges indispensables à l'ouverture et aux réformes économiques engagées par le gouvernement cubain ces dernières années.

Un certain nombre de restrictions commerciales (télécommunications, envoi d'argent) ont été levées à l'initiative de la Maison Blanche mais la suppression totale de l'embargo ne peut être décidée que par le Congrès américain, où la majorité républicaine reste hostile au rapprochement avec La Havane. Par ailleurs, Washington interdit toujours à ses ressortissants de visiter Cuba en tant que touristes. Les Américains ne peuvent voyager à Cuba que s'ils entrent dans une des 12 catégories établies, parmi celles-ci les échanges culturels, sportifs, scolaires ou religieux.

La Havane réclame de Washington la restitution de la base de Guantanamo, occupée depuis 1903, ainsi qu'une compensation pour les dommages économiques qu'elle a subis à cause de l'embargo. La Havane réclame aussi l'abandon de lois migratoires qui encouragent les Cubains à émigrer massivement depuis des décennies. La loi d'exception américaine, dite *wet feet dry feet*, permet à tout cubain ayant posé le pied sur le sol américain d'y rester et provoque un *brain drain* de la main d'œuvre locale qualifiée, qui a son tour est préjudiciable pour l'économie américaine.



